

Nous sommes un pays bilingue. Nous entendons le rester.

Nous avons choisi d'implanter un réseau de programmes sociaux plus étendu que celui des Américains, qu'il s'agisse de régimes de santé, d'assurance-chômage et de pensions, ou de l'élimination des disparités régionales. Nous tenons à le conserver.

Nous avons également des politiques spéciales visant à protéger et à promouvoir nos industries culturelles, telles que l'édition, la radiodiffusion, le disque et le cinéma. Ces industries sont vulnérables dans un pays de faible population ayant une frontière commune avec un pays très peuplé, et nous faisons - et continuerons de faire - des efforts particuliers pour les préserver.

Ces particularités - notre caractère bilingue, nos programmes sociaux et notre culture - font partie intégrante de ce que nous, les Canadiens, considérons être notre identité unique. Elles font partie de ce qui fait de nous des Canadiens et ne constituent pas l'enjeu des négociations que nous tiendrons avec vous. Dans une allocution prononcée à l'Université de Chicago la semaine dernière, le Premier ministre du Canada a très bien expliqué pourquoi elles ne sont pas négociables. "Le Canada et les États-Unis" a-t-il dit, "sont des démocraties souveraines distinctes. Aux États-Unis, vous donnez une place beaucoup plus grande que nous ne le faisons à la sécurité nationale. Au Canada, nous donnons une place plus grande que vous ne le faites à la souveraineté culturelle".

Je suis profondément convaincu que les Américains qui comprennent le Canada - y compris les délégués commerciaux américains - connaissent et appuient nos préoccupations au sujet de notre souveraineté culturelle, et j'espère que cette compréhension aura une incidence à la table des négociations.

C'est pourquoi le Canada est prêt à engager des pourparlers quand vous le voudrez. L'équipe canadienne sera dirigée par notre ambassadeur pour le commerce qui vient d'être nommé pour ces négociations, M. Simon Reisman, un négociateur commercial éminent et expérimenté, qui a été sous-ministre des Finances.

Au cours des prochaines semaines, pendant que Washington mettra sur pied son équipe de négociateurs, nous tiendrons de vastes consultations avec les gouvernements des dix provinces canadiennes. Le Premier ministre et tous les Premiers ministres provinciaux se sont rencontrés récemment à Halifax et ont convenu de collaborer très étroitement sur tous les aspects des négociations.